

Madame la Directrice Académique,  
Mesdames Messieurs les membres de la F3SCT de l'Essonne,

Cette instance revêt une dimension toute particulière, à bien des égards, d'une part parce qu'il s'agit de la dernière F3SCT de cette année scolaire, d'autre part parce qu'elle s'inscrit dans un contexte politique résolument inquiétant. Si l'heure du bilan a sonné, on ne peut donc imaginer faire ce bilan en le dissociant totalement de cette période de l'entre-deux-tours des législatives anticipées. La FSU est engagée au quotidien dans la défense du service public d'éducation. Notre engagement s'est accru depuis de nombreuses décennies où s'organise dans notre pays une véritable casse de ce service public. Notre engagement est encore plus intense depuis le séisme du 9 juin et depuis les résultats du 1<sup>er</sup> tour des élections tombés le dimanche 30 juin : car l'arrivée du RN au pouvoir détruirait encore davantage ce que nous nous évertuons à protéger sans relâche tous les jours pour garantir aux travailleurs et travailleuses des conditions de travail décentes et aux usagers justice sociale et égalité territoriale. L'extrême-droite se nourrit de la colère et du désespoir, cette colère et ce désespoir ont été entretenus par une politique macroniste qui a poursuivi avec mépris des attaques déjà existantes et déjà fortes contre le monde du travail, contre les conquits sociaux, contre nos services publics et contre l'école en particulier.

Jamais les conditions de travail et la santé des travailleurs et travailleuses qui font l'école aujourd'hui n'auront été aussi dégradées. Jamais les risques psychosociaux n'auront été aussi intenses. En augmentant la charge de travail de chaque personnel d'éducation, nos gouvernements ont modifié sensiblement et progressivement la conception des métiers et du statut. Les classes sont maintenant plus chargées, parce qu'il faut absorber la hausse démographique avec toujours moins de moyens. Les services sont maintenant saturés, parce qu'il faut prendre en charge de nouvelles tâches avec toujours moins d'humains. Ce cercle vicieux s'inscrit et se construit dans un contexte d'inflation et de paupérisation : on fait pleuvoir les réformes – pédagogiques ou non, et on n'écoute pas les revendications salariales de toute la profession qui, pour vivre décemment, doit accepter des heures supplémentaires, des missions supplémentaires, une charge mentale supplémentaire. Dans ce contexte d'inflation et de paupérisation, la crise du recrutement n'a cessé de s'aggraver et les postes restés vacants sont pourvus par des collègues contractuels qu'on maltraite en les privant de formation, en les précarisant, en leur imposant plus de travail faute de pouvoir mieux les payer. La FSU rappelle ici sa revendication d'un plan de titularisation et de formation pour tous les personnels contractuels et condamne la politique du ministère : ce n'est qu'avec des mesures salariales sans contrepartie que nous pourrions renforcer l'attractivité des métiers et protéger nos statuts. Évidemment, avec moins de travailleurs et avec toujours plus de travailleurs de moins en moins formés, on construit l'échec scolaire et on veut le résoudre ensuite à coups de réformes. Comme les ministres qui défilent, c'est la valse des réformes ! L'insécurité professionnelle provoquée par la dernière réforme du lycée général, par les changements permanents de grilles horaires en lycée professionnel, par le Choc des Savoirs, construit une logique de défaitisme : pourquoi se former aujourd'hui au changement, si un nouveau changement s'imposera encore à nous demain ? pourquoi créer des postes aujourd'hui, si c'est pour les fermer demain à la prochaine réforme ? pourquoi s'investir dans un métier où nos missions sont de plus en plus contraires à nos valeurs ? pourquoi supporter des conditions de travail qui nous font

souffrir ? C'est ainsi qu'on détruit les services publics. En les dégradant, on crée la colère et le désespoir, et on justifie l'idée qu'il faut les faire disparaître, puisqu'ils ne sont plus opérants. C'est une honte, et de c'est de ce scandale honteux que se nourrit le RN, pour légitimer son existence.

Pour toutes ces raisons, les services publics constituent un enjeu majeur de ces élections législatives. Les besoins sociaux ont considérablement augmenté et évolué. Les efforts engagés par les dernières politiques publiques pour s'adapter à ces nouveaux besoins ont été terriblement insuffisants au regard de la précarisation d'un grand nombre de nos concitoyens. Notre département a besoin de véritables services publics, pour construire une société solidaire, égalitaire et juste. Notre département a besoin d'une école respectueuse des élèves, mais pour cela il faut que cette école soit d'abord respectueuse des personnels qui font l'éducation. En tenant compte de nos alertes, en prenant soin d'y répondre avec souci et bienveillance, en partageant enfin avec nous notre projet d'école, vous pourriez contribuer à votre niveau à la restauration d'un dialogue social depuis longtemps rompu et à la reconstruction d'un service public de qualité.

Ce progrès, que nous appelons de nos vœux, passe en premier lieu par une vigilance plus grande à l'inclusivité de notre système éducatif, tant du côté des personnels que des élèves. Malheureusement, dans de trop nombreuses situations, les personnels se retrouvent seuls face à des situations de crise, mais ils ne peuvent pallier les défaillances et les manques de moyens de l'Éducation Nationale. Nous ne cessons de vous alerter, en vain, sur ces situations. Depuis plusieurs années, les travaux engagés par le CHSCT devenu F3SCT sur l'accueil des élèves à besoins éducatifs particuliers ont mis en évidence ces situations de souffrance au travail et des conditions de travail intenable, qui se trouvent accentuées par l'absence de formation, par le manque d'AESH. Une inclusion qui ne se passe pas bien constitue un risque psychosocial important. Les réponses aux fiches RSST sont loin de respecter les obligations de l'employeur en matière de santé et de sécurité (comme en témoignent celles de l'école du centre à Orsay ou de l'école Manuréva à Saint-Pierre-du-Perray). En cette fin d'année, les dispositifs d'écoute sont saturés et les demandes ne peuvent aboutir, preuve que le nombre de situations de RPS augmente. Que faites-vous pour remédier à ces risques et à cette souffrance ? Vous refusez des mises à disposition de collègues experts qui postulent sur des postes de formateurs école inclusive à l'INSPE, vous validez des refus de recruter des collègues du 2<sup>nd</sup> degré pourtant titulaires d'un CAPPEI sur des postes d'enseignants référents de scolarisation, vous envoyez en formation CAPPEI des collègues qui témoignent de la difficile épreuve que représente cette formation et du désengagement de certains juste avant l'examen. Comment voulez-vous que notre école devienne inclusive, dans le respect des personnels, si on ne garantit pas aux personnels la formation initiale, les moyens humains et la formation continue auxquels ils ont droit ?

Le constat est le même quand on regarde de près l'accueil des personnels avec RQTH. Nous continuons de recevoir des alertes de collègues dont les préconisations médicales ne sont pas respectées par les chefs de service, ces derniers leur signifiant leur refus par une simple raison de service, voire même en discutant ces préconisations. Évidemment, cela constitue une souffrance supplémentaire qui s'ajoute à leur handicap. Et pourtant, la réglementation impose que la F3SCT soit alertée en cas d'impossibilité à mettre en œuvre ces préconisations. Le travail effectué cette année sur la procédure de demande d'aménagements de poste devrait permettre d'améliorer les conditions de travail de ces personnels, s'il aboutit et si enfin il y a une véritable volonté de la direction académique d'avancer sur cette question. Sur tous ces points, la FSU n'aura de cesse de vous alerter parce que c'est en mesurant le degré d'inclusivité de notre système, qu'on pourra mesurer aussi le degré d'attention que vous portez aux conditions de travail des personnels dont vous êtes responsable et à la qualité du service public que vous souhaitez qu'ils rendent. Le travail ne devrait pas rendre malade, on devrait avoir le droit de travailler sans s'abîmer.

L'instance qui nous réunit aujourd'hui est donc éminemment politique. En rompant cette logique infernale, en acceptant enfin de répondre dignement aux collègues qui ont le courage de dire leur souffrance et de dénoncer la dégradation de notre service public, vous participerez comme nous aux efforts engagés pour défendre ce qui garantit les fondements d'une société humaniste et

égalitaire, vous mettrez un terme à cette idéologie délétère que nous combattons et qui humilie les plus fragiles pour les mettre au pas. C'est aussi cette lutte qui sous-tend ces élections. Si la FSU appelle à faire barrage au RN, c'est parce qu'elle croit en un modèle éducatif à l'opposé des théories néolibérales qui empoisonnent nos services publics, c'est parce qu'elle refuse que l'Éducation Nationale soit soumise, comme d'autres secteurs du privé, aux principes de concurrence et de rentabilité. C'est pourquoi, nous vous demandons solennellement de mettre fin, par tous les moyens, aux conflits avec les usagers et aux conflits interpersonnels qui font pourrir nos écoles et nos établissements. Nous vous demandons d'encourager les hiérarchies à soutenir les équipes pédagogiques, nous vous demandons de faire cesser les remises en cause de l'autorité des enseignants, nous vous demandons de faire cesser la contestation des sanctions posées par nos collègues. Dans les écoles, le nombre de conflits entre PE et directeur/trice est en forte hausse : l'instauration de la loi Rihlac conduit des IEN à laisser croire que ce sont les directeurs qui décident et qu'ils ont une autorité fonctionnelle, au risque de les isoler et d'accentuer les tensions. Nous rappelons que dans le premier degré, le conseil des maîtres reste décisionnaire et protège les équipes tout en garantissant un fonctionnement démocratique. Dans les collèges et les lycées, les problèmes majeurs de pilotage se multiplient et mettent en péril de nombreux collectifs de travail, devenus incapables de fonctionner tant les attaques organisationnelles et personnelles perpétrées par les chefs d'établissement sont dévastatrices. Nous pourrions vous faire ici l'affront de rappeler précisément ce qui se passe au lycée Tesla de Dourdan, au collège Mermoz de Savigny, au collège Bellevue de Crosne, mais la liste ne serait pas exhaustive et passerait sous silence d'autres situations d'établissements tout aussi importantes et délétères pour notre service public. Nous choisissons donc, en ce contexte si exceptionnel, de vous inviter à sortir du déni, à reconnaître les dysfonctionnements et à identifier ces dysfonctionnements comme de véritables obstacles au projet d'école que nous nous efforçons de protéger. Cette reconnaissance serait comme un premier rempart au danger qui nous guette et que nous tâchons au quotidien de repousser.

C'est ensemble, toutes et tous ensemble, que nous devons faire barrage au RN. C'est en préservant nos services publics que nous chasserons de notre école les idées nauséabondes et clivantes qui la détruisent progressivement. C'est en accordant une réelle attention à la santé des personnels et à leurs conditions de travail que nous protégerons nos valeurs de partage, de solidarité et de justice sociale. Dans ces conditions, la FSU considère qu'il est essentiel de mener enfin, au sein de notre département, une véritable politique de prévention : la santé des personnels est avant tout un indicateur de la bonne santé du système scolaire. Embauche des médecins en nombre suffisant, reconnaissez sans discussion les accidents de service, aménagez les postes, évaluez les risques, formez les agents à la sécurité : c'est somme toute en assumant votre responsabilité d'employeur que vous limiterez les dépressions, les épuisements professionnels, les démissions ; c'est en répondant à vos obligations en matière de santé que vous garantirez un véritable service public d'éducation, solide, solidaire et digne.